

**MARCHES PILOTÉS PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS**

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

(Passé en application de l'article R2123-1-3° du Code de la commande publique ayant pour objet des services sociaux –  
CPV : 85000000-9 : Services de santé et services sociaux)

**MARCHE RELATIF A UN SERVICE D'AIDE ET  
D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE « NUMERO VERT »  
POUR L'ONF ET LES FILIALES ONF VEGETIS, ONF ENERGIE, ONF  
LOGISTIQUE, ONF INTERNATIONAL**

**Accord-cadre n° 2025-9245-002**

**Objet de la consultation**

Le présent accord-cadre porte sur un service d'aide et d'accompagnement psychologique sous forme d'un centre d'écoute psychologique ("numéro vert"), au niveau national et pour les 8200 personnels potentiels de l'ONF et de ses filiales ONF VEGETIS, ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE, ONF INTERNATIONAL.

**Identification des pouvoirs adjudicateurs, membres du groupement de commandes**

OFFICE NATIONAL DES FORETS  
2bis, avenue du Général Leclerc  
94700 Maisons-Alfort

ONF VEGETIS  
27, chemin des Mazes  
77140 Nemours

ONF ENERGIE  
2bis, avenue du Général Leclerc  
94700 Maisons-Alfort

ONF LOGISTIQUE  
2bis, avenue du Général Leclerc  
94700 Maisons-Alfort

ONF INTERNATIONAL  
2bis, avenue du Général Leclerc  
94700 Maisons-Alfort

**Personne signataire de l'accord-cadre**

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'Office national des forêts en qualité de coordinatrice du groupement de commandes.

**Date et heure limite de remises des offres :**

**Le 24/06/2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

|           |   |           |
|-----------|---|-----------|
| <b>1</b>  | <b>IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>  | <b>3</b>  |
| 1.1       | <u>Pouvoir adjudicateur .....</u>   | 3         |
| 1.2       | <u>Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre .....</u>  | 3         |
| 1.3       | <u>Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances).....</u> | 3         |
| 1.4       | <u>Comptable assignataire des paiements.....</u>  | 3         |
| <b>2</b>  | <b>CADRE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>   | <b>4</b>  |
| 2.1       | <u>Objet de l'accord-cadre.....</u>   | 4         |
| 2.2       | <u>Nomenclature.....</u>  | 4         |
| <b>3</b>  | <b>CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>   | <b>4</b>  |
| 3.1       | <u>Procédure et caractéristiques.....</u>   | 4         |
| 3.2       | <u>Forme de l'accord-cadre.....</u>   | 4         |
| 3.3       | <u>Décomposition en lots.....</u>   | 4         |
| 3.4       | <u>Décomposition en tranches.....</u>   | 4         |
| 3.5       | <u>Prestations supplémentaires éventuelles et Variantes.....</u>  | 4         |
| 3.6       | <u>Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution .....</u>  | 4         |
| 3.7       | <u>Lieu d'exécution de l'accord-cadre .....</u>   | 5         |
| <b>4</b>  | <b>CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION .....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>5</b>  | <b>DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....</b>  | <b>6</b>  |
| <b>6</b>  | <b>MODALITE DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>7</b>  | <b>EXAMEN DES PLIS.....</b>   | <b>8</b>  |
| <b>8</b>  | <b>TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES .....</b>  | <b>10</b> |
| <b>9</b>  | <b>PIECES A REMETTRE PAR LES CANDIDATS ATTRIBUTAIRES.....</b>   | <b>10</b> |
| <b>10</b> | <b>DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>  | <b>11</b> |
| <b>11</b> | <b>DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>   | <b>11</b> |

## **1 Identification du pouvoir adjudicateur**

### **1.1 Pouvoir adjudicateur**

L'accord-cadre est lancé en groupement de commandes avec les pouvoirs adjudicateurs suivants :

Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Paris RCS dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 MAISONS-ALFORT, représenté par Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'ONF, agissant en qualité de personne signataire du marché,

ONF ENERGIE, société par actions simplifiée au capital de 500 000 €, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 489 573 048, dont le siège social est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort, représenté par Monsieur Antoine BLED, son Directeur Général délégué,

ONF INTERNATIONAL, Société par Actions Simplifiée au capital de 650 000 €, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 412 350 514, dont le siège social est sis 2, Avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons-Alfort Cedex représentée par Monsieur Fabrice SIN, son Directeur Général délégué,

ONF VEGETIS, société par actions simplifiée au capital de 250 000 €, immatriculée au RCS de Melun sous le numéro 392 823 647, dont le siège social est situé 27 Chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing, 77140 NEMOURS, représenté par Monsieur Christophe CHAPOULET, son Directeur Général délégué,

ONF LOGISTIQUE, Société par Actions Simplifiée immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 510 942 055 dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort, représenté par Madame Maryse DUCROUX (BIGOT), sa Directrice générale déléguée.

### **1.2 Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre**

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est Madame la Responsable du pôle action sociale du Département prévention, santé et sécurité au travail de l'Office national des forêts :

Madame Stéphanie LENOBLE  
2 avenue du Général Leclerc  
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX  
Email : stephanie.lenoble@onf.fr

### **1.3 Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande est Monsieur le chef du Département Achats, Patrimoine et Moyens généraux au sein de la Direction Economique et Financière au siège de l'établissement :

Monsieur Anthony MERCIER  
2 avenue du Général Leclerc  
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX  
Email : sg-p@onf.fr

### **1.4 Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est Madame l'Agente Comptable Principale de l'ONF au siège de l'établissement.

- pour ONF VEGETIS, le service comptable.
- pour ONF ENERGIE, le service comptable
- pour ONF LOGISTIQUE, le service comptable
- pour ONF INTERNATIONAL, le service comptable

## **2 Cadre de l'accord-cadre**

### **2.1 Objet de l'accord-cadre**

L'objet de la consultation est la mise en place, au niveau national et pour les 8200 personnels potentiels de l'ONF et ses filiales ONF VEGETIS, ONF ENERGIE, ONF LOGISTIQUE, ONF INTERNATIONAL, d'un service d'aide et d'accompagnement psychologique sous forme d'un centre d'écoute psychologique ("numéro vert") avec les prestations principales "consultations" suivant un forfait collaborateur et "gestion de crise" en cas de survenance d'événements traumatisants.

### **2.2 Nomenclature**

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

CPV : 85000000-9 : Services de santé et services sociaux

## **3 Caractéristiques de l'accord-cadre**

### **3.1 Procédure et caractéristiques**

L'accord-cadre est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1-3° relatif aux marchés ayant pour objet des services sociaux – code CPV : 85000000-9 : Services de santé et services sociaux.

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECEM0816423A publié au JO du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

### **3.2 Forme de l'accord-cadre**

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4-3° l'accord-cadre sera passé sans montant minimum et avec un montant maximum de commandes fixé comme suit :

| Montant minimum de commande | Montant maximum de commande |
|-----------------------------|-----------------------------|
| sans                        | 100 000 € / an              |

### **3.3 Décomposition en lots**

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **3.4 Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### **3.5 Prestations supplémentaires éventuelles et Variantes**

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et variantes ne sont pas autorisées.

### **3.6 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution**

La durée du présent accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de 3 mois avant l'échéance en cours.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. Il reste tenu par son engagement pour la durée totale de l'accord-cadre, soit 48 mois maximum.

A défaut de reconduction, l'accord-cadre sera terminé sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à quatre mois maximum.

### **3.7 Lieu d'exécution de l'accord-cadre**

Les prestations objet de l'accord-cadre sont exécutées en France métropolitaine.

## **4 Caractéristiques de la consultation**

### **4.1 Nature des contractants**

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont en effet autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter. En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant total de l'accord-cadre et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engageront solidairement à réaliser.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation de l'accord-cadre. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants (s'agissant de la prestation de services de logistique).

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation (s'agissant de la prestation de services de logistique).

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de cette prestation à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Dans cette hypothèse, le titulaire demeurera personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

### **4.2 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **5 Dossiers de consultation des entreprises**

### **5.1 Modalités de retrait du dossier**

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement à disposition par téléchargement sur le site Internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **5.2 Composition du dossier**

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- l'acte d'engagement (AE) à compléter par les soumissionnaires ;
- l'état des prix forfaitaires et unitaires (EPFU) à compléter par les soumissionnaires ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) à compléter par les soumissionnaires ;
- le cadre de mémoire technique (CMT) à compléter par les soumissionnaires.

## **6 Modalité de présentation des candidatures et des offres**

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

### **6.1 Modalités de présentation des offres**

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### **6.2 Date limite de réception des plis**

La date limite de remise des offres est indiquée sur la page de garde du présent document.  
La durée de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite indiquée sur la page de garde.

### **6.3 Contenu du pli**

#### **6.3.1 La candidature**

Chaque candidat y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises et les sous-traitants déclarés au moment de l'offre aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par la personne habilitée à engager l'opérateur économique :

Le dossier de présentation de chaque candidature doit obligatoirement comprendre les pièces suivantes (les formulaires types non fournis dans le dossier de consultation sont téléchargeables sur le site Internet du ministère de l'Economie, des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

**Dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents demandés aux points 1 à 3. En effet, l'examen des candidatures portera sur les éléments fournis par tous les membres du groupement.**

1. ☐ **Soit la lettre de candidature (DC1)** mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;

☐ **Soit une déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée par une personne habilitée à l'engager attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique ;

☐ **Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME ou eDUME).**

Accompagné, le cas échéant d'un pouvoir autorisant la personne signataire à engager la société candidate.

2. ☐ **La déclaration de candidature (DC2)** précisant en particulier les éléments suivants :

1. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du siège du candidat ou du siège social ;
2. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du service qui exécutera les prestations et qui sera l'interlocuteur de l'ONF ;
3. les noms et fonctions des personnes ayant pouvoir d'engager la société ;
4. le chiffre d'affaires global et le chiffres d'affaires concernant les fournitures ou services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
5. les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
6. Un document présentant la société candidate et ses références avec, notamment, les références de l'entreprise pour des prestations similaires à l'objet du marché datant de moins de trois ans,
7. les agréments, certificats et expérience dont dispose le candidat ;
8. un ou des certificats de qualification professionnelle, s'il en dispose. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle.

Sera annexé à cette déclaration le document suivant :

la copie du ou des jugements autorisant le candidat en situation éventuelle de redressement judiciaire, à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.

3. ☐ **Si un sous-traitant est prévu, le DC4 ou acte spécial** relatif à la présentation d'un sous-traitant.

Conformément aux articles R.2142-3 et R.2143-12 du code de la commande publique, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants pour justifier de ses propres capacités. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou de ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution de l'accord-cadre.

Pour ce faire, le candidat doit présenter chaque sous-traitant dont il souhaite que les capacités soient prises en compte et indiquer la nature des prestations qu'il envisage de lui confier. Il doit également remettre, pour chacun des sous-traitants, un dossier de présentation comprenant :

1. les mêmes documents que ceux exigés supra ;
2. une lettre signée par chaque sous-traitant par laquelle celui-ci s'engage à mettre à la disposition du candidat, si ce dernier est attributaire, ses moyens pour l'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2143-7 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra produire en outre, avant notification de l'accord-cadre, les documents précisés à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

### 6.3.2. L'offre

L'offre doit comprendre les pièces contractuelles suivantes :

1. ☐ **L'acte d'engagement**, dûment complété, daté et signé par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société. Il sera accompagné d'un IBAN et BICS. Cet acte d'engagement porte acceptation du CCAP et du CCTP sans aucune réserve.
2. ☐ **L'état des prix forfaitaires et unitaires (EPFU)** dûment complété ; sous format excel et pdf



**3. ☐ Le détail quantitatif estimatif (DQE)** dûment complété ; sous format excel et pdf

**4. ☐ Un mémoire technique** établit selon le cadre de mémoire technique joint au dossier de consultation.

Les pièces précitées sont obligatoires. Leur absence ou le caractère incomplet de ces pièces pourra entraîner le rejet du candidat pour non-conformité au présent règlement de la consultation.

Dans le cas de candidatures groupées, les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises (notamment lettre de candidature dûment remplie et présentée dans l'enveloppe candidature).

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à l'ONF (formulaire DC4), soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution de l'accord-cadre. Un candidat qui envisage, dès la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit en informer l'ONF. Conformément à l'article 5 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, relative à la sous-traitance, le candidat doit alors indiquer la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

## **7 Examen des plis**

### **7.1 Examen des candidatures**

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture des plis et à l'examen des éléments relatifs à la candidature.

Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats :

#### **1. dont la candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :**

- le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article 8.1 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
- le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
- le candidat assujéti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
- le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics.

#### **2. qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.**

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du code de la commande publique portant sur la dématérialisation des communications et échanges d'informations, si une candidature transmise est rejetée en application des articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

### **7.2 Examen des offres**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de



mettre en œuvre les dispositions de l'article R.2152-1 alinéa 2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

| Critères   | Poids      |
|--|------------|
| <b>Critère n°1 : Valeur Technique de l'Offre</b><br><u>Les sous critères d'analyse sont :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations et qualifications (30 points)</li> <li>- Qualité de la méthodologie proposée pour traiter les différentes demandes (40 points)</li> <li>- Adéquation des moyens techniques proposés (20 points)</li> <li>- Performance de la démarche environnementale (10 points)</li> </ul> | <b>60%</b> |
| <b>Critère n°2 : Prix</b><br>Le critère prix sera analysé et jugé au regard du montant total du Détail Quantitatif et Estimatif (DQE).<br><u>La répartition des points sera la suivante :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestation centre d'écoute psychologique (20 points)</li> <li>- Gestion de crise (10 points)</li> <li>- Consultation auprès de psychologues cliniciens ou spécialisés (10 points)</li> </ul>  | <b>40%</b> |

### 7.3 Négociations

Au cours de l'analyse des offres des candidats, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des précisions ou des compléments d'information sur les offres, à tout ou partie des candidats.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mener une ou plusieurs phase(s) de négociation orale(s) ou écrite(s) avec les trois candidats ayant obtenu la meilleure note sur 100 à l'issue de la première analyse, conformément aux critères mentionnés à l'article 7.2 ci-dessus.

Les négociations peuvent porter sur tous les aspects de l'offre (technique et financier) sans pour autant modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution de l'accord -cadre telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

A l'issue de la première phase de négociation, les candidats ayant été admis à négocier, sont invités à déposer une nouvelle offre dans un délai imparti qui donne lieu à une nouvelle analyse et à un nouveau classement. A l'issue de l'analyse des offres après négociation(s), le candidat obtenant la meilleure note est déclaré attributaire.

Le pouvoir adjudicateur peut également attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, d'où l'importance pour les candidats de faire leur meilleure proposition dès leur offre initiale.

### 7.4 Attribution

L'accord-cadre sera attribué au candidat dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse, compte tenu des critères pondérés énoncés ci-dessus, en ayant obtenu la meilleure note globale.

Toutefois, si le candidat retenu ne peut produire dans le délai fixé par le courrier, les pièces demandées à l'article R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail et les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du code de la commande publique), son offre sera rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## **8 Traitement des offres anormalement basses**

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts de l'accord-cadre.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

## **9 Pièces à remettre par les candidats attributaires**

### **9.1 Au titre des pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du travail**

Le candidat attributaire devra remettre les pièces suivantes :

#### **1. Dans tous les cas :**

- a) Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique ;
- b) Une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de 6 mois ;
- c) Une déclaration sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a) ou au b) du présent article.

#### **2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :**

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou tableau d'un ordre professionnel, ou référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

#### **3. Lorsque le candidat emploie des salariés :**

Une attestation sur l'honneur établie par ce contractant, à la date de signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Ces pièces mises à jour seront exigées tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

### **9.2 Au titre des attestations et certificats sociaux et fiscaux**

L'accord-cadre ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation.

Le candidat peut produire comme justificatif de sa situation fiscale et sociale :

- une copie des attestations fiscales et sociales :
  - o les certificats fiscaux : la liasse 3666 (en trois ou quatre volets selon la situation du candidat) délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
  - o les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées (certificat URSSAF attestant la déclaration et le versement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales,...).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel public à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les candidats établis dans un Etat membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les candidats ne sont pas établis dans l'Union Européenne, ils doivent produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine.

Toute déclaration inexacte pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article 138 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics.

Ces certificats devront être fournis par le candidat, dans un délai de 10 jours, compté à partir de la réception de la demande de l'ONF (par télécopie ou lettre recommandée avec AR).

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'ONF sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants (s'agissant de la prestation de services de logistique), il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou de ses sous-traitants.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux dans le délai fixé par l'ONF, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres établi par le pouvoir adjudicateur.

## **10 Documents et renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le cahier des clauses administratives et techniques particulières et ses annexes seront communiqués par l'ONF 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

## **11 Délai de modification de détail au dossier de consultation des entreprises**

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.